

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Migrant.es, réfugié.es, diaspora (France) > Enfant, jeune (Migrant.es, France) > **Des chaises vides dans les classes en cette rentrée scolaire**

Conférence de presse

Des chaises vides dans les classes en cette rentrée scolaire

samedi 2 septembre 2006, par [Réseau Education sans frontières](#) (Date de rédaction antérieure : 2 septembre 2006).

2 septembre 2006

CONFERENCE DE PRESSE RESF

Lundi 4 septembre 11 heures

EDMP 8 impasse Crozatier 75012 Paris

Le 4 septembre, jour de rentrée de la plupart des élèves de ce pays, il y aura des chaises vides dans les classes. Celles des enfants des familles qui ont été expulsées cet été (une famille roumaine de Chateauroux et son fils Nino NAECSU le 12 juillet et la famille KOSTYUBA, ukrainienne avec un enfant Vladislav, 3 ans1/2, en août) et celles des quatre lycéens que Monsieur Sarkozy a banni pour l'exemple : Abdallah BOUJRAF vers le Maroc, Aminata DIALLO et Aminata SAMBOU vers le Mali et Jeff Babatunde SHITTU vers le Nigeria. Sept chaises vides, sept vies de gamins ou de tout jeunes adultes dévastées, leurs études bousillées, perdus pour leurs copains et leur milieu. Sept drames personnels qui, pourtant, ne constituent qu'un trop maigre tableau de chasse aux yeux du ministre.

La reconduite en Ukraine de la famille KOSTYUBA le 13 août et l'expulsion de plus de 500 personnes du squat de Cachan le 17 aux fins affichées d'arrêter les sans papiers ont marqué l'ouverture de la saison d'automne. Depuis 15 jours, les refus de régularisation dans le cadre de la circulaires du 13 juin pleuvent, les APRF tombent, les arrestations, y compris en famille, se multiplient. Toute une famille malgache de Soissons, les deux parents et leurs trois enfants (Valéria, 17 ans, qui devait entrer en 1^{re} S au Lycée Léonard de Vinci, Dominique, 14 ans, qui devait entrer en 4^e au Collège Gérard Philipe, et Diana 8 ans, qui devait entrer au CE2 à l'Ecole Tour de ville) a finalement été libérée après plusieurs jours en rétention à Rouen.

A Toulouse, un couple kurde, demandeurs d'asile (le mari a été plusieurs fois arrêté et torturé en Turquie) est en rétention avec leur petite fille d'un an, Olivia. Madame Yilmaz a fait une tentative de suicide en rétention le 1^{er} septembre. Son mari a été traduit seul devant le juge des libertés et de la détention pendant qu'elle était hospitalisée à Purpan.

A Besançon, la famille Benhammouda est toujours menacée. Elle a failli être embarquée pour un vol pour Constantine au départ de Bale Mulhouse vendredi 25 août 15h30. RESF 68 a été alerté, un recours a été introduit et quelques jours ont pu être gagnés. Mais la menace est toujours imminente pour Ahmed et Rabia, les parents et leurs 3 enfants, Abdelghani, 6 ans, scolarisé à l'école

maternelle Saint Exupéry (Besançon) et inscrit en CP à l'École primaire Ile de France de Besançon, Louisa, 3 ans, est inscrite en maternelle à l'École Maternelle Ile de France de Besançon et Yousra, six mois.

A Cachan, la famille Dumbia a été littéralement piégée. Expulsé du squat le 17 août, elle accepte son hébergement provisoire à l'hôtel Ibis d'Orly malgré l'absence de transports, l'impossibilité de cuisiner, de faire des courses, de laver du linge, etc et les fréquents contrôles de la police qui pénètre dans les chambres, même en pleine nuit). Le 31 août, en dépit des engagements du préfet, six personnes sans papiers sont arrêtées dans l'hôtel, prises au piège. Parmi elles, les parents Dumbia et leur petit garçon de deux ans et demi. Les parents sont expédiés au centre de rétention du Mesnil-Amelot, l'enfant est confié à l'ASE et placé dans un foyer à Vitry.

A Chanas (Isère), la police se livre à un chantage sur trois familles macédoniennes : soit vous acceptez l'aide au retour, ou on place immédiatement les pères en rétention à Lyon Satolas. Il s'agit de 3 familles de Roms : les Mustafovski avec 5 enfants dont 4 scolarisés (du lycée à la maternelle), les Idrissuski (sans garantie pour l'orthographe) avec 4 enfants scolarisés et les Hamet Turkyan avec 3 enfants scolarisés.

Dans les Pyrénées Atlantiques, au moment même où le préfet recevait une délégation du RESF64, il faisait procéder à l'arrestation d'une famille azerbaïdjanaise pour laquelle, entre autres, le RESF était en train de se battre sur l'application de la circulaire. Cette famille est composée d'une grand-mère de 65 ans, de son fils (une quarantaine d'années), de sa petite-fille de 5 ans, scolarisée. Le reste de la famille (l'autre fils et sa femme, leurs deux enfants, dont un mineur de 17 ans, tous deux scolarisés) a réussi à échapper à la police, et se retrouve donc clandestine.

Enfin, symbole de la lutte pour les enfants de sans papiers scolarisés, Barbe Makombo (la mère de Rachel et Jonathan qui s'étaient enfuis pour bloquer l'expulsion de leur mère) est menacée de n'être pas régularisée. Décision personnelle, semble-t-il, de Monsieur Klarsfeld qui n'a pas hésité pour justifier sa volonté d'expulser Barbe et ses enfants, à colporter des ragots trouvés dans les poubelles et à en exhiber le contenu comme un trésor. On a honte pour lui. Le ministre de l'Intérieur traque et pourchasse les familles et les enfants. Il fait rire ses amis du Medef de la situation des expulsés de Cachan. Il nourrit sa campagne électorale de son inhumanité. Même pendant les vacances scolaires, des enseignants, des parents, des particuliers et des militants se sont dressés pour dire non. Des expulsions ont été empêchées, des régularisations arrachées. A aucun moment le silence ne s'est fait.

Lundi, ce sera la rentrée. Le RESF s'adresse aux enseignants et à leurs organisations syndicales, aux parents d'élèves et à leurs fédérations, aux particuliers et aux organisations attachées à la défense des droits de l'homme pour que, dans tous les établissements, les familles et les élèves menacés soient connus et placés sous la protection des écoles.

C'est la rentrée, le combat pour le droit aux études des enfants et la régularisation de leurs parents continue. Il doit s'amplifier. A ce jour, tous les reculs obtenus (les circulaires d'octobre 2005 et de juin 2006) et les

régularisations arrachées (celle de Mariam Sylla à Orléans ces derniers jours) l'ont été par la lutte. On continue.

Adresse postale : C/o EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris -
educsansfrontieres free.fr / www.educationsansfrontieres.org
Contact sur ce dossier : Richard Moyon 06 12 17 63 81